

Canada - France
Interparliamentary Association



Association interparlementaire
Canada - France

**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation au second tour des élections
législatives françaises**

Association interparlementaire Canada-France

Paris et Poitiers, France

14 au 17 juin 2012

Rapport

La délégation canadienne était composée de l'honorable Jean-Claude Rivest, sénateur, vice-président du Groupe canadien de l'Association, de l'honorable Serge Joyal, c.p., sénateur, et de l'honorable Marie-Paule Charrette-Poulin, sénatrice. Serge Pelletier, secrétaire administratif, accompagnait les délégués. Marc Berthiaume, de l'Ambassade du Canada, a accompagné la délégation durant son séjour en région parisienne ainsi qu'à Poitiers. La délégation canadienne remercie très sincèrement l'ambassadeur Marc Lortie et ses collaborateurs pour l'organisation impeccable et le déroulement sans faute de cette mission parlementaire, la troisième du genre depuis 2002.

L'ensemble des activités du programme a porté sur la fin de la campagne du second tour des élections législatives françaises opposant les candidats éligibles après le premier tour qui avait eu lieu le 10 juin 2012. Lors du séjour à Paris et à Poitiers, la délégation canadienne a rencontré plusieurs parlementaires français, dont deux membres de l'Association, la sénatrice Hélène Conway Mouret, présidente du Groupe d'amitié France/Canada au Sénat, et la députée et candidate Catherine Coutelle, dans sa circonscription à Poitiers et le sénateur Hervé Maury, vice-président du groupe.

Le 14 juin 2012

a) Réunion de travail à l'ambassade du Canada

Le jeudi 14 juin, la délégation canadienne a été reçue à l'Ambassade du Canada en France pour une séance d'information sur la situation politique en France à quelques jours du deuxième tour des élections législatives. Madame Chantal de Chasteney, responsable de la Section politique, et Marc Berthiaume, chargé des relations avec le Parlement, ont fait une présentation.

Madame de Chasteney s'est d'emblée réjouie que la présence de parlementaires canadiens lors des élections présidentielles et législatives ait déjà favorisé la création de nouveaux réseaux de relations avec les appareils des partis politiques français.

Commentant les résultats du premier tour, Marc Berthiaume a suggéré qu'ils étaient de bons résultats pour le Parti socialiste et François Hollande. Le défi pour le nouveau président est d'assurer d'avoir une majorité de députés à l'Assemblée nationale afin de ne pas avoir à négocier avec divers partenaires de la Gauche. À la lumière du premier tour, cet objectif reste probable. La cote de popularité courante favorable à 65 % du Président Hollande et de son premier ministre Jean-Marc Ayrault augure bien à cet égard.

M. Berthiaume a évoqué l'incident embarrassant pour la Gauche, un couac de communication, du message sur Twitter de la compagne du président Hollande qui a pris position en faveur du candidat socialiste indépendant Olivier Farloni opposé à Ségolène Royal, cette dernière parachutée dans la circonscription de La Rochelle mais ayant l'appui de l'establishment du PS. D'autres développements intervenus depuis le premier tour : le retrait d'Alain Juppé de la course dans Bordeaux, la situation personnelle difficile pour François Bayrou dans sa circonscription, le maintien des appuis au Front national qui est toujours opposé à l'UMP, mais qui partage une partie

de la même clientèle. Marine Le Pen pourrait être défaite par un candidat socialiste, mais sa nièce aurait une bonne chance de l'emporter.

Madame de Chasteney a exploré les conséquences d'une majorité socialiste à l'Assemblée nationale pour la relation Canada/France. Une rencontre cordiale a déjà eu lieu entre Stephen Harper et François Hollande lors du G 8 à Camp David, les 18-19 mai 2012. Elle a distribué aux parlementaires une copie du communiqué de presse conjoint émis à cette occasion. Cette rencontre s'est inscrite dans la continuité de la relation bilatérale, avec priorité donnée à l'économie. Divers dossiers ont été évoqués dont la situation au Mali (soutien à la mission de médiation de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et en Syrie (soutien à la mission de Kofi Annan), le prochain G 20 à Los Cabos (Mexique, 18-19 juin), l'Afghanistan, la Libye, l'Iran et l'accord de libre-échange Canada/Union européenne. Sur ce dernier sujet, Mme de Chasteney rappelle la position du président Hollande qui souhaite la réciprocité. En ce qui concerne les relations France/Canada/Québec, Madame de Chasteney la perçoit sous un angle positif, quelque soient les résultats des législatives.

b) Déjeuner de travail en compagnie d'experts français

L'ambassadeur Marc Lortie a invité trois éminents experts français sur les perspectives qui s'ouvrent à la France avec un nouveau président et possiblement une majorité de Gauche à l'Assemblée nationale : Éric Dupin, journaliste, auteur de *La victoire empoisonnée*; Élie Cohen, économiste; et Brice Teinturier, directeur général délégué, de la maison de sondage IPSOS France. Deux parlementaires français étaient présents à ce déjeuner : la sénatrice Hélène Conway Mouret (PS), présidente du Groupe d'amitié France/Canada au Sénat, et le sénateur Hervey Maurey (Union Centriste), vice-président du Groupe.

M. Lortie a ouvert le déjeuner en exprimant l'inquiétude du premier ministre du Canada au sujet de la crise de l'euro. Le sénateur Rivest, chef de la délégation, a remercié l'ambassadeur Lortie pour l'organisation de ce déjeuner de travail et pour sa contribution remarquable à l'Association interparlementaire Canada/France et à la diplomatie parlementaire.

M. Brice Teinturier d'IPSOS France a ouvert la discussion en notant que les « fractures » sociales se sont renforcées en France à la faveur de la crise de l'euro et du déficit, entraînant des ressentiments vis-à-vis des étrangers, des riches et des chômeurs. Il note que les résultats électoraux de 2012 constituent une inversion de ceux de 2007. Le Front national a obtenu un excellent score au premier tour des législatives, son deuxième meilleur résultat historique après 2007. Sur la base des sondages récents, une simulation des résultats électoraux annonce une claire majorité pour la Gauche et une pluralité pour le PS. Le Front de Gauche de Mélenchon pourrait n'avoir aucun député. Le Centre (Bayrou, Borloo) pourrait disparaître. Les projections donnent 0 à 3 sièges maximum au FN, défavorisé par le mode de scrutin. L'abstention est toujours en progression régulière pour les législatives, alimentée par les exclus, les espérances déçues, l'impuissance politique et l'inversion du calendrier électoral qui focalise dorénavant sur les présidentielles. Sur un autre plan, M. Teinturier a dit que les grands groupes français qui réussissent si bien à l'étranger sont très mal perçus en France parce qu'on leur impute les délocalisations et le chômage. Il note aussi la montée de

l'euro-scepticisme et de l'antifédéralisme, mais pas de sentiment antiallemand comme tel.

L'économiste Élie Cohen a abordé la crise de l'euro, alors que l'Espagne venait d'obtenir une aide de 100 milliards d'euros lors d'un sommet européen de la dernière chance, mais l'euphorie sur les marchés a été de courte durée. Les dettes espagnole et italienne accentuent ce qu'il convient d'appeler une crise aigue, chronique, depuis 2009, alors que des solutions à long terme sont proposées à des problèmes à court terme, comme l'idée d'une union bancaire, d'un régime de résolution commune, des euros bonds, mais l'Allemagne résiste. Il note que toutes ces propositions sont incompatibles avec les traités européens qu'il faudrait donc revoir, mais les politiques européens refusent pour l'instant de s'engager dans cette voie.

Éric Dupin, journaliste et écrivain de sensibilité de gauche, a notamment écrit *Voyages en France* (2011) et *La Victoire empoisonnée* (2012), récits d'enquêtes sur le terrain écrits sans préjugés. Il en est arrivé à un diagnostic pour la France de lassitude vis à vis de la modernité, de souffrances sociales et du rejet de la mondialisation. Les Français sont méfiants, hostiles les uns vis-à-vis des autres. Ils ont été ébranlés récemment par la perspective d'une décote possible de la France sur les marchés. Très politisés, ils sont en même temps extraordinairement désabusés. Toute proposition politique est d'emblée soupçonnée, tellement la population est méfiante. Même au sein de la Gauche, les gens sont divisés, sur la mondialisation, sur le libre-échange, sur l'immigration, sur l'intégration. Le président Hollande devra faire face à ce défi. Les deux principaux partis, le PS et l'UMP, sont, pour l'instant, muets sur de grands enjeux comme une plus grande intégration européenne, l'augmentation des impôts ou la réduction des dépenses publiques, n'affichant que des perspectives sur 6 mois par exemple, au lieu d'une perspective à long terme. Il existe une opacité totale sur le futur budget. M. Durpin croit que toute allusion à des hausses d'impôt sera rejetée par la population. Quelles mesures de croissance peuvent être proposées en situation de déficit? Pour Élie Cohen, les conditions économiques sont réunies pour une fédéralisation de l'Europe, mais au plan politique, personne n'y est prêt. Il ajoute que François Hollande est un hyperréaliste, conscient de ses limites.

À la fin du déjeuner, la sénatrice Conway Mouret a tenu à remercier le secrétaire administratif du Groupe canadien pour ses quinze années au service de l'Association, alors que se présente pour lui une opportunité de changer prochainement de fonction au Parlement canadien.

Le 15 juin

a) Déplacement à Poitiers

La délégation canadienne s'est déplacée à Poitiers pour rencontrer la députée sortante Catherine Coutelle (PS), grande amie et fidèle de l'Association, candidate dans la 2e circonscription de la Vienne. Accueillie par Madame Coutelle à la gare de Poitiers, la délégation a procédé à une visite guidée du centre-ville et s'est rendue à la permanence de la députée, située dans un quartier populaire où domine le logement social. Madame Coutelle a été élue en 2007. Avec 47,32 % des voix au premier tour contre 26,96 % pour son plus proche adversaire, la réélection de Madame Coutelle est

pratiquement assurée. La circonscription comprend 114 141 habitants. (Madame Coutelle a finalement récolté 63,24 % des voix le soir de l'élection).

Madame Coutelle a présenté ses deux adjoints, Sébastien Aafort et Laurence Rault et a remis aux parlementaires un dossier sur sa circonscription portant sur la population, les entreprises, les documents électoraux concernant les législatives, les résultats des législatives de 2007 et des cartes. Elle a expliqué le fonctionnement et le financement de sa permanence basés sur l'indemnité parlementaire qu'elle reçoit. Mme Coutelle est membre de la Commission des affaires économiques à l'Assemblée nationale et elle s'intéresse aux questions relatives à l'agriculture et la pêche, à l'énergie et l'industrie, la recherche, la consommation, le commerce intérieur et extérieur, les douanes, la communication et le tourisme, l'aménagement du territoire et l'urbanisme, au logement et à l'environnement. Elle est également membre de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes. Elle appartient à divers groupes d'étude sur l'énergie, les Français de l'Étranger, l'intelligence économique, l'Internet, l'audiovisuel et la société de l'information, les partenariats publics et privés, les pics pétroliers et gaziers, la population et le développement. Ayant un mandat unique, Madame Coutelle s'est illustrée à l'Assemblée par une grande assiduité. Elle publie chaque mois Autrement – La lettre de Catherine Coutelle, distribuée à 6 000 commettants. Comme suite à la réforme électorale instaurée par l'ancien premier ministre Lionel Jospin, la députée a l'impression d'être en campagne électorale perpétuelle et elle constate la fatigue des électeurs.

Madame Coutelle a attiré l'attention de la délégation sur les premières mesures du quinquennat du Président Hollande parmi lesquelles figurent une charte de déontologie pour les ministres pour lesquels le cumul de mandats est désormais interdit, un décret réduisant de 30 % la rémunération des membres du gouvernement, la réduction des cabinets ministériels, le retour à la semaine de cinq jours dans l'école primaire, l'encadrement des loyers, et un coup de pouce au SMIC (salaire minimum).

Abordant le style de sa campagne, elle a noté l'importance du retour au porte-à-porte, notamment dans les zones pavillonnaires de sa circonscription qui ont voté Front national par peur de l'Islam et de l'immigration venant des pays du Sud, et leur rejet de l'euro. Il existe donc dans sa circonscription une fracture territoriale entre urbains qui votent bobos (bourgeois/ bohèmes) et les « précaires » (jusqu'à 65 % des familles).

Madame Coutelle a invité la délégation pour un déjeuner de travail à Nouaillé-Maupertuis, petite commune de 2 825 habitants en banlieue proche de Poitiers, où est situé la magnifique Abbaye St-Junien. Elle avait invité les membres de son équipe et des personnalités locales, dont le maire du lieu M. Henri Bosq qui a distribué un document synthèse sur les défis auxquels est confrontée sa commune; M. Dominique Breillat, professeur de droit à l'Université de Poitiers et politologue local; et M. Philippe Bonnay, journaliste de la presse locale (Centre-Presse).

Le maire Bosq a expliqué l'explosion démographique qui a caractérisé sa commune depuis 1970 – la population a été multipliée par 3,5 en 40 ans, explosion favorisée par la construction d'un pôle hospitalier et le développement de l'université située à mi-chemin entre Nouaillé Maupertuis et le centre-ville de Poitiers. Cet afflux massif d'excitadins de Poitiers constitués de jeunes ménages professionnels aisés a entraîné une

série de problèmes pour la commune : a) un niveau de prix foncier excessivement élevé, b) un flux de déplacements quotidiens domicile-travail en véhicule individuel entre Nouaillé et l'agglomération de Poitiers; c) la situation d'une cité- dortoir où le sentiment d'appartenance et la vie sociale sont absents; et d) la difficulté d'identifier des éléments fédérateurs entre les citoyens. De fait, depuis 2008, plusieurs habitants ont décidé de retourner en ville, tant les prix de l'immobilier sont élevés. La situation générale a favorisé une poussée du Front national dans la commune, alimentée par la logique du non, du rejet de la politique, du refus. Le maire conclut que dans les circonstances, même si un thème fédérateur réussissait à émerger, il serait probablement rejeté.

Le journaliste Philippe Bonnay a axé sa présentation sur l'émergence de l'extrême droite et de partis populistes, pas seulement en France, mais également en Allemagne et dans les Pays-Bas notamment: ces groupes, même constitués en partis politiques, ne peuvent et ne veulent pas gouverner. En ce qui concerne le Front national, M. Bonnay juge que le parti s'est dédramatisé avec sa nouvelle présidente Marine Le Pen et présente maintenant comme candidats des jeunes gens qui passent très bien. Il note que Marine Le Pen a été invitée en Israël et qu'elle s'est prononcée pour la laïcité. Ces développements favorisent naturellement, selon lui, un rapprochement du FN avec l'UMP. Il avance également que le débat politique en France n'existe plus ayant été remplacé par des « hurlements ».

Madame Coutelle ajoute à ce sujet que les partis ne fonctionnent pas bien. Elle donne en exemple son parti le PS, exsangue en 2007. Mais le Groupe socialiste, sous la houlette de Jean-Marc Ayrault, président du Groupe, a travaillé très fort pour développer une plate-forme politique et lors des primaires en 2011, de vrais débats ont eu lieu au PS. Elle note l'échec de l'éducation civique à l'école en France, alors qu'en Allemagne l'éducation politique est un succès. Forte de son expérience, elle considère que son travail à l'Assemblée nationale n'est pas nécessairement un gage de succès pour les élus au plan local. La population ne suit pas les travaux à l'Assemblée, quoiqu'il y ait un certain intérêt pour les débats en commission. Le sénateur Joyal est intervenu pour expliquer la qualité des travaux au Sénat par rapport à ceux de la Chambre des communes, donnant en exemple le projet de loi canadien sur la cruauté envers les animaux nettement bonifié par le travail en comité parlementaire à la Chambre haute.

Revenant sur la présente campagne, M. Bonnay a expliqué la difficulté pour les médias de trouver l'angle qui intéresse le public. Lors de la présidentielle, l'intérêt est focalisé sur la personnalité des candidats. Pour beaucoup d'électeurs, aller voter pour le président est suffisant, le reste ne les intéresse pas.

Le professeur Breillat, constitutionnaliste, a amorcé une discussion sur un des enjeux des élections législatives : la Gauche rassemblée aura-t-elle suffisamment de sièges pour lui permettre de modifier la Constitution – la formule d'amendement prévoit un vote positif de 60% du Congrès, lors d'une session commune de l'Assemblée nationale et du Sénat. Certaines mesures proposées ou anticipées par le Gouvernement comme l'inscription de la « règle d'or » dans la constitution ou l'élargissement du droit de vote des immigrants au niveau municipal, nécessiteraient une réunion du Congrès.

Après une courte visite de l'Abbaye de St-Junien, la délégation est retournée à Poitiers, au Conseil général, pour une rencontre avec le sénateur Alain Fouché (UMP), membre du Conseil général du Canton de Chauvigny. Juriste, il devient sénateur en 2002 en remplacement de Jean-Pierre Raffarin, nommé premier ministre. Il est réélu en 2004. Au Sénat il est notamment membre de la Commission du développement durable, de l'infrastructure, de l'équipement et de l'aménagement du territoire.

D'entrée, le sénateur Fouché prédit une majorité du Parti socialiste à l'issue du scrutin législatif. Mais il affirme que certaines promesses du PS ne seront pas tenues, en particulier les retraites à 60 ans, l'augmentation du SMIC, et les mesures favorisant la croissance. Il note que le nouveau gouvernement n'a rien annoncé de très substantiel en matière économique depuis la présidentielle et qu'il attend après l'élection pour ce faire. Interrogé sur l'avenir de l'UMP, il affirme que le parti est très structuré – héritage du RPR – mais qu'il y a des divisions internes personnifiées par les deux candidats pressentis à la succession, MM. Copé et Fillon. Il avance que le Président Sarkozy a perdu la présidentielle à cause de son attitude et du blocage des idées qu'il a engendré. Le parti ne veut plus se faire imposer des politiques, des lois. S'il reconnaît que M. Fillon est fédérateur, M. Copé a, lui, le parti bien en main. Il souhaite que le Président Sarkozy reste en dehors de la succession à la tête de l'UMP. Quant au Front national, le sénateur affirme que son programme de campagne est inapplicable. Il reconnaît qu'une partie de l'UMP de droite pourrait se rapprocher du FN. Revenant sur les campagnes présidentielles et législatives, il affirme qu'on a parlé de tout sauf des vrais enjeux, comme l'emploi et la justice sociale. Il donne en exemple le débat sur les permis de conduire et des points d'inaptitude qu'il est impossible de contester en France, mais que l'on peut racheter, avec le résultat que 500 000 conducteurs n'ont pas de permis. L'installation des radars partout sur le territoire constitue de véritables machines à sou, alors qu'ils sont remis de plus en plus en question ailleurs en Europe.

À propos du désengagement politique des citoyens à cause de l'image négative des politiciens, le sénateur Fouché affirme que la classe politique est honnête. Mais les médias dominent la politique à cet égard avec leur mot d'ordre : « tous des pourris ». Par ailleurs, les gens ne croient plus aux promesses et acceptent de moins en moins l'aide sociale. Commentant la défaite anticipée de Bayrou et des centristes, M. Fouché note que le centre en France est l'équivalent au centre gauche, champ déjà occupé par le PS. Au sujet de la crise de l'euro, le sénateur est tranchant : il faut conserver l'euro, une priorité, et procéder à une réforme bancaire généralisée.

b) Meeting électoral des candidats UMP dans Paris

Revenue de Poitiers, la délégation s'est rendue à l'Espace Cardin, dans le 8e arrondissement de Paris, pour un rassemblement des candidats UMP dans les 18 circonscriptions de Paris (à noter que les circonscriptions ne correspondent pas exactement aux 20 arrondissements parisiens). Le rassemblement était organisé par Pierre Lellouche, ex-Secrétaire d'État aux Affaires européennes, puis au Commerce international sous le Président Sarkozy, lui-même candidat. Les ex premiers ministres François Fillon, candidat lui aussi dans la 2e circonscription, et Jean-Pierre Raffarin étaient les invités d'honneur de ce rassemblement de mobilisation de fin de campagne. L'Espace Cardin était rempli de militants – environ 1 000 personnes - qui croyaient

toujours à une victoire possible de la Droite dans Paris, malgré les résultats mitigés du premier tour (31,83 % pour l'UMP contre 31,80 % pour le PS), mais avec des perspectives de report de voix faibles en faveur de l'UMP de la part des autres formations du Centre ou de Droite. La présence dans la salle de sénateurs canadiens a été soulignée par l'organisateur Pierre Lellouche. Ce dernier a encouragé ses troupes à multiplier les appels téléphoniques aux électeurs et à continuer le porte-à-porte jusqu'à la dernière minute.

Des invités d'honneur et chacun des candidats ont pris la parole les uns après les autres, enchaînant des discours parfois très partisans, attaquant diverses mesures proposées par le tandem Hollande/Ayrault. Il faut se battre, résister aux Socialistes a dit le sénateur parisien Philippe Dominati, sur des dossiers comme le déficit public et l'abolition de l'école le samedi. M. François Lebel, maire UMP du 8e arrondissement, s'en est pris à l'abstention – 40,27 % au premier tour. Un autre intervenant a déploré la décision de François Bayrou (Modem – Centre) qui a annoncé son ralliement du Président Hollande lors de la présidentielle, trahissant ainsi l'alliance historique Droite/Centre qui a marqué jusque-là la 5e République.

Les uns après les autres, les 18 candidats ont pris brièvement la parole. Philippe Gougeon, candidat dans la 12e circonscription de Paris (49,87 % des voix au premier tour) a affirmé que le président Hollande s'est déjà renié, notamment en mêlant vie privée et vie publique, faisant référence au message de sa compagne appuyant un autre candidat que Ségolène Royal à La Rochelle.

Durant son intervention, Pierre Lellouche, candidat dans la 1ere circonscription (41,32 % des voix au premier tour), a qualifié le Président Hollande de président des reniements, des cafouillages, de l'archaïsme et du déclin, en faisant allusion aux politiques annoncées sur le maintien des 35 heures, le retour à la retraite à 60 ans, les hausses d'impôt pour faire face au déficit public, la remise en cause de la liberté scolaire, etc. Il a établi à 20 milliards les mesures annoncées, ce qui entraînera nécessairement des hausses d'impôt et l'augmentation de la dette. Il s'est réjoui qu'aucun socialiste n'ait été élu au premier tour à Paris, alors que le candidat UMP Claude Goasgen a, lui, réussi. Il note que depuis quelques années l'électorat des grandes villes a été perdu par la droite, Nice exceptée. Il a conclu en vantant les valeurs de la Droite, en particulier la famille et la générosité. Lors d'une intervention ultérieure, il a qualifié la campagne de campagne de dupes, de campagne de bulles. Il a dénoncé la politique du PS visant à restreindre le RSA instauré par le président Sarkozy en 2008. Il a prédit pour le lundi suivant, lendemain de l'élection, une journée cataclysme avec la possibilité de l'effondrement du Gouvernement grec qui conduira à l'éclatement de la zone euro. Il a attaqué les premières mesures fiscales du président Hollande – augmentation du salaire minimum (SMIC), accroissement de l'allocation familiale pour la rentrée scolaire, l'engagement de nouveaux fonctionnaires, le décret sur la retraite qui coûtera 20 milliards d'euros, alors que la croissance est négative au 2e semestre 2012 et que la France est caractérisée par sa non-compétitivité. Pour M. Lellouche, la croissance pour le Président Hollande signifie la croissance du déficit et des impôts. Qualifiant les Socialistes d'autistes et d'arrogants, il a dénoncé l'entreprise d'isolement de l'Allemagne en Europe par le gouvernement français.

Nathalie Fanfant, candidate dans la 20e circonscription avec 17,96 % des voix au premier tour, a expliqué qu'elle a mené une campagne de proximité et elle s'est réjouie que le Front de Gauche ait été battu. Elle a souligné les problèmes de sécurité dans sa circonscription en particulier, et à Paris en général, blâmant la ville de Paris pour cette situation. Elle a blâmé le Président Hollande pour son intention d'abolir les tribunaux pour mineurs.

Charles Beigbeder (8e circonscription, 25,75 % des voix au premier tour) a parlé de la nécessité de redynamiser Paris, de déménager des entreprises dans le 12e arrondissement et de créer des logements. Sur le plan national, il a préconisé de donner la priorité à la lutte contre le chômage, l'assouplissement du marché du travail en favorisant des contrats de travail à durée indéterminée, le développement de la compétitivité en assainissant les dépenses publiques. Enfin, il a blâmé les Socialistes pour les faillites anticipées de la Grèce, de l'Italie et de l'Espagne.

Anne-Sophie Souhaité (9e circonscription, 21,82 % des voix au premier tour) a décrié la valeur « solidarité » affichée par le PS qu'elle a assimilé à l'assistanat. Elle a affirmé que tous les jeunes ne devaient pas viser l'université et elle souhaiterait plutôt encourager la formation professionnelle et technique.

Claude Goasgen (14e circonscription, élu au premier tour avec 58,11 %), affirme que le Gouvernement ne dit rien, fait des promesses mirobolantes, leurre les Français, les Parisiens et les Européens. Il s'en est pris aux « bobos » (bourgeois bohèmes) qui votent PS dans les villes. Il estime à 38 milliards d'euros les factures qui s'additionnent avec les décrets et lois annoncés sur les retraites et autres mesures, qui ne pourront être financés que par des hausses d'impôts. Enfin il a lancé un appel aux abstentionnistes d'aller voter.

Benjamin Lancar (5e circonscription, 21,30 % au premier tour) s'est réjoui d'avoir battu le Front de gauche de 8 points. Il a vanté le volontarisme dans la vie politique et s'est engagé à lutter contre la mono-activité et pour l'économie verte.

Valérie Paparemborde (3e circonscription, 31,21 % au premier tour) a axé son intervention sur les jeunes. Elle a affirmé que l'égalité des chances n'était pas l'équivalent de l'égalitarisme. Elle note que 80 % des lycéens sortent sans orientation. À l'instar de sa collègue Anne-Sophie Souhaité, elle a prôné la revalorisation de l'apprentissage de métiers vis-à-vis l'académisme, l'apprentissage d'une deuxième langue, et le maintien du régime mixte des écoles privées et publiques.

Jack-Yves Bohbot (6e circonscription, 18,30% au premier tour) s'est réjoui d'avoir mis en ballottage Cécile Duflot (Europe Écologie – Les Verts). Roxanne Decorte (17e circonscription, 18,29 % au premier tour) a noté le record d'abstention dans sa circonscription (47,54 %) favorisé par un taux de chômage très élevé. Elle s'en est prise à son adversaire PS Daniel Vaillant qui a préconisé la légalisation du cannabis, dans ce qu'elle a qualifié d' « État-dealer ».

Chenva Tieu (10e circonscription, 23,13 % au premier tour) a dénoncé la prédominance de logements sociaux dans sa circonscription favorisant une ghettoïsation permanente. Claude-Annick Tissot (7e circonscription, 23,76% au premier tour), a insisté quant à elle sur l'équilibre budgétaire d'ici 2016 comme la priorité des priorités. Elle a réitéré

l'engagement d'inscrire la « Règle d'or » dans la Constitution française, de ne pas remplacer un fonctionnaire sur deux qui prennent leur retraite, de garantir l'épargne, les retraites, les politiques sociales, de soutenir le projet européen. Selon elle, les Socialistes sont contre tous ces objectifs et ils conduiront la France à la faillite.

L'ex-premier ministre Jean-Pierre Raffarin, sénateur, a dit être venu apporter la solidarité provinciale à Paris. Abordant la crise européenne, il a dénoncé les cafouillages du nouveau gouvernement avec l'Allemagne, allié clé en Europe, dont l'amitié est malmenée. Sur le plan intérieur, il a affirmé que la Règle d'or est la seule règle fiscale qui permettra à la France de s'en sortir. Il a réaffirmé la valeur « travail », expliquant qu'elle a sauvé la Chine, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud.

Dans un discours de haute tenue, François Fillon (2e circonscription de Paris, 48,52 % des voix au premier tour) a dit d'entrée que la Droite est ancrée dans l'histoire de la France. Il assume totalement le bilan du quinquennat de courage du Président Sarkozy et qualifie la programme du PS de trop cher, de trop laxiste. Il a lancé un appel aux sympathisants du Centre pour rejoindre l'ex-majorité. Il a souligné les similitudes entre les programmes du FN et du Front de gauche : accroissement du SMIC, baisse du prix de l'essence, sortie de la zone euro, etc. S'agissant de l'Europe, il a suggéré que le continent est concurrencé par des pays qui travaillent et que la France tarde à réagir : elle perd des marchés, elle s'endette. Attaquant le programme du PS – retour à la retraite à 60 ans, le maintien des 35 heures, l'accroissement des dépenses de l'État et du nombre des fonctionnaires – il a affirmé qu'il s'agit d'une démission face aux exigences du progrès. Il a vanté l'importance du tandem France/Allemagne qui a permis de sauver l'Europe depuis quatre ans. Il a qualifié d'erreur la rencontre à l'Élysée entre des représentants du SPD allemand (principal parti d'opposition de gauche au parti d'Angela Merkel) et le président Hollande, qualifiée de faute politique et diplomatique. Il a vanté la politique d'austérité de l'Allemagne en vigueur depuis 10 ans, un modèle qui a réussi. Il a ridiculisé l'idée des euros bons qui entrainerait une mutualisation des dettes européennes. Il a dénoncé le message de Hollande sur la croissance plutôt que sur l'austérité, car il estime que la croissance doit reposer sur des politiques fiscales. Travailler plus est la solution. Il a ridiculisé la politique de démondialisation prônée par certains leaders socialistes. Il a dit que la République n'était pas qu'une affaire de l'État seulement, de ses lois et règlements, mais l'affaire de chacun des citoyens. Il faut responsabiliser. Les priorités sont l'école, le respect de l'État, le rôle de la famille, la sécurité publique, la lutte contre la délinquance via les peines planchers, les contrôles d'identité, etc. La France est une nation de citoyens, pas une mosaïque, rejetant ainsi le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers préconisé par les Socialistes, politique qui mènera au communautarisme.

(À l'issue du scrutin, le Parti socialiste a remporté 10 des 18 circonscriptions parisiennes avec 47,47 % des voix (contre 11 en 2007 alors qu'il y avait 21 circonscriptions), contre 6 pour l'UMP (41,42 % des voix) contre 7 en 2007. Les deux autres circonscriptions ont été remportées par le parti Europe Écologie – Les Verts, proche du PS.)

Le 17 juin

a) Visite au quartier général du Parti socialiste

La délégation s'est rendue au siège du Parti socialiste, rue Solferino, 7^e arrondissement de Paris, pour une rencontre avec M. Harlem Désir, secrétaire général du PS. La sénatrice Conway-Mouret s'est jointe à la délégation.

M. Désir, fondateur de SOS Racisme dans les années '80, a expliqué pourquoi les législatives sont importantes après les présidentielles : il y a une logique entre les deux élections. Les premiers pas du Président François Hollande – les décrets sur la retraite à 60 ans, le blocage des loyers, l'allocation de rentrée scolaire, la baisse des indemnités du président, des ministres et des députés – ont été bien accueillis dans la population et les cotes du président et du premier ministre ont grimpé, et les sondages indiquent aussi une croissance des appuis au PS. Pour le FN, il y a possibilité de 3-4 élus, et Bayrou pourrait être battu, le PS ne l'ayant pas soutenu. Le grand enjeu des législatives est : y aura-t-il une majorité absolue? Il note que deux ex-candidats à la présidentielle sont en difficulté : François Bayrou et Ségolène Royal. Parlant de la montée du FN, M. Désir note que ce parti est demeuré relativement fort depuis 30 ans. Rappelant la campagne du Président Sarkozy qui disait que le travail est plus important que l'assistanat et qui a axé sa campagne sur la sécurité, l'immigration et la délinquance, il note que ce dernier a repris des voix au FN. Mais au final, ce fut un échec entre le discours et le résultat : le FN a augmenté sa part des voix. Marine Le Pen a fait évoluer le FN dans la modernité. Sa force réside dans les zones périurbaines, là où les gens se sont vus enlevés des services ou se sentent ignorés. Le PS doit promouvoir des politiques de ré-industrialisation de ces zones et leur redonner des services publics.

Une discussion s'est engagée sur le projet de libre-échange Canada/Union européenne. M. Désir a préféré l'expression d'un juste échange, avec réciprocité – par exemple sur l'ouverture des marchés publics, la protection de l'exception culturelle et le soutien des services publics. Il est bien conscient de l'essor du protectionnisme : il note que les grands groupes se sont bien adaptés à la mondialisation, mais pas les PME. L'industrie ne représente plus que 13 % du PIB, contre 25 % il y a 20 ans. Il a bien identifié les problématiques du projet : la question des brevets, la gestion de l'offre en agriculture, les appellations d'origine, les services publics. La négociation de l'ALÉNA a aussi engendré de la résistance – notamment au sujet de la perte pour le Canada de la sécurité sociale - une menace qui finalement ne s'est pas réalisée. Il y a un débat entre le PS et l'UMP sur le libre-échange : l'UMP est plus libérale, mais selon M. Désir, depuis 6 mois seulement. Il reconnaît des divisions au sein du PS entre les partisans de la mondialisation d'une part, et ceux du protectionnisme d'autre part. Il estime qu'aujourd'hui le protectionnisme n'est pas la solution. Il faut mettre l'accent sur la politique industrielle, l'éducation et la formation. Selon lui la libéralisation est allée trop loin, engendrant des difficultés sur le droit du travail entre pays. Le PS est favorable à la taxation sur les transactions financières, mais le Royaume-Uni est contre et l'Allemagne réticente. Au sujet d'une union bancaire, le PS et le SPD allemand sont d'accord pour une mutualisation. Il y a blocage en Allemagne sur les euros bons et les

project bonds. Il y a des règles, mais pas de gouvernance européenne. Le PS est favorable à une gouvernance bancaire nationale.

b) Visite dans la circonscription de Madame Georges Pau-Langevin

La délégation canadienne a rencontré la candidate du PS dans la 15e circonscription de Paris, Madame George Pau-Langevin, ministre déléguée à l'Éducation, chargée de la réussite scolaire. La délégation a suivi la candidate dans un bureau de scrutin où Mme Pau-Langevin a pu enfin voter après une journée de tournée dans tous les bureaux de sa circonscription. Dans son bureau de circonscription, Madame la ministre a parlé de sa carrière politique depuis qu'elle a joint le PS en 1975. Après avoir œuvré au niveau municipal comme conseillère d'arrondissement, elle a été élue députée en 2007. Elle a ensuite évoqué les dossiers dont elle a la responsabilité comme ministre : le décrochage (150,000 élèves et étudiants par année), l'orientation des étudiants, la santé scolaire, les aidants à l'éducation. Elle rappelle que sous le gouvernement précédent le décrochage et l'échec scolaire étaient imputés aux parents, non au système d'éducation ou à l'État. Le PS n'impute pas ces difficultés uniquement aux parents : il faut prendre en compte l'environnement scolaire, les méthodes d'apprentissage, les problèmes de comportement, la parentalité, la violence. Les parlementaires canadiens ont invité la ministre à visiter le Canada, et singulièrement le Québec, pour voir comment ces problèmes ont été abordés avec un certain succès par les autorités scolaires.

c) Dévoilement des résultats

La délégation canadienne a été invitée à assister au dévoilement des résultats à la résidence de Madame Hélène Conway-Mouret, présidente du Groupe d'amitié France-Canada au Sénat, où étaient réunis des proches de la sénatrice. C'est donc dans une atmosphère fort conviviale que s'est déroulée cette soirée électorale.

Conclusion

La délégation canadienne a eu le privilège d'assister aux dernières journées du deuxième jour d'une campagne électorale pour les législatives qui s'est soldée par une majorité absolue des 577 sièges à l'Assemblée nationale pour le Parti socialiste (312 sièges) et 226 sièges pour l'UMP/Nouveau centre. Le Parti Europe Écologie – Les Verts a fait élire 17 députés et le Front de gauche, 10. Deux candidats ont été élus pour le Front national, mais sa présidente n'a pas réussi à se faire élire. D'autres personnalités et têtes d'affiche ont été battues, dont Ségolène Royal, François Bayrou et Jack Lang. Le nombre de femmes députées s'est établi à 26,9 %, contre 18,5 % en 2007. Le taux d'abstention de 44 % est l'un des plus élevés de l'histoire récente du pays.

Les parlementaires canadiens sont revenus de leur séjour parisien avec un meilleur aperçu du système électoral français et une perspective renouvelée sur les grands enjeux économiques, sociaux et démographiques auxquels est confronté ce grand pays ami du Canada.

Respectueusement soumis,

L'honorable Claudette Tardif, sénatrice
Présidente de l'Association interparlementaire Canada-France

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Association interparlementaire Canada-France
ACTIVITÉ	Second tour des élections législatives française
DESTINATION	Paris et Poitiers, France
DATES	du 14 au 17 juin 2012
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'honorable Jean-Claude Rivest L'honorable Serge Joyal L'honorable Marie-Paule Charette- Poulin
CHAMBRE DES COMMUNES	
PERSONNEL	M. Serge Pelletier, secrétaire d'association
TRANSPORT	8 076, 54 \$
HÉBERGEMENT	3 545. 80 \$
HOSPITALITÉ	368, 23 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	2 533, 69 \$
CADEAUX OFFICIELS	0, 00 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	0, 00 \$
TOTAL	14 524, 26 \$